**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 30 août 2010

CP 10/08-09

L'an deux mil dix, le 30 août à 11 heures, les membres de la Commission Permanente légalement convoqués se sont réunis à la mairie de Beaumont-de-Lomagne sous la présidence de M. Jean-Michel BAYLET, Président du Conseil Général. Après avoir constaté le quorum légal, la Commission Permanente peut valablement délibérer.

Etaient présents : MM. Cambon, Massip, Moignard, Viguié, Gonzalez, Mouchard, Roger, Roset, Astoul et Bénech ;

Etaient excusés : MM. Empociello et Astruc

**FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT
AVENANT A LA CONVENTION DE MANDAT
POUR LA GESTION TECHNIQUE, COMPTABLE ET FINANCIERE
DES DEUX FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT**

La loi du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales, a organisé, en ses articles 61 à 65, le transfert ou la délégation vers les collectivités locales de compétences incombant antérieurement à l'Etat dans le domaine de l'aide à la personne, transférée au 1er janvier 2005, et de l'aide à la pierre déléguée au 1er janvier 2006.

Depuis le 1er janvier 2005, le Conseil Général exerce la compétence en matière de gestion du Fonds Solidarité Logement (FSL).

Au 1er janvier 2007, l'Assemblée départementale a entériné la création d'un fonds de solidarité intercommunal consécutivement à la demande de la Communauté Montauban Trois Rivières (CMTR).

Dans la pratique, la gestion financière et comptable est assurée par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) ce qui permet la lisibilité globale du budget délégué. Toutefois, dans sa gestion, la CAF établit deux comptabilités distinctes ; l'une pour la Communauté Montauban Trois Rivières et l'autre pour le Conseil Général.

Cette délégation de gestion à la CAF fait l'objet d'une convention tripartite signée annuellement par le Président du Conseil Général, la Présidente de la Communauté Montauban Trois Rivières et le Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales.

La convention signée le 13 août 2009, pour une durée de 3 ans à compter de l'exercice 2009, prévoit que la dotation annuelle FSL attribuée par l'Etat est versée au Conseil Général qui la reverse à la CAF, chargée de gérer les crédits pour le compte des deux collectivités et selon la clé générale de répartition définie ainsi entre les parties : 47 % pour la CMTR et 53 % pour le Conseil Général.

Or, la nouvelle organisation comptable qui réintègre les comptes du FSL dans le budget départemental implique l'individualisation des comptes de chaque collectivité partenaire. Pour répondre à cette exigence, le reversement de la part de la dotation de l'Etat revenant à la CMTR ne doit plus se faire directement à la CAF mais au bénéfice de cette collectivité qui l'affecte ensuite pour gestion à la CAF.

Pour ces raisons, un avenant à la convention du 13 août 2009 doit être établi pour préciser que la part de la dotation d'Etat revenant à la CMTR sera versée par le Conseil Général à la CMTR.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir m'autoriser à signer cet avenant.

DECISION de la COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil général du 20 mars 2008 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,

Vu la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, organisant, en ses articles 61 à 65, le transfert ou la délégation vers les collectivités locales de compétences incombant antérieurement à l'Etat dans le domaine de l'aide à la personne, transférée au 1er janvier 2005, et de l'aide à la pierre déléguée au 1er janvier 2006,

Vu la convention du 13 août 2009 prévoyant que la dotation annuelle FSL attribuée par l'Etat est versée au Conseil Général qui la reverse à la CAF, chargée de gérer les crédits pour le compte des deux collectivités et selon la clé générale de répartition définie ainsi entre les parties : 47 % pour la CMTR et 53 % pour le Conseil Général,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

- Approuve l'avenant à la convention susvisée précisant que la part de la dotation d'Etat revenant à la CMTR sera versée par le Conseil Général à la CMTR, pour la gestion technique, comptable et financière des deux fonds de solidarité pour le logement ;
- Autorise Monsieur le Président à signer cet avenant, au nom et pour le compte du département.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,